JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1984-1985

COMPTE RENDU INTEGRAL — 2° SEANCE

Séance du Jeudi 4 Octobre 1984.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER

1. — Procès-verbal (p. 2523).
2. — Démission et remplacement d'un sénateur (p. 2524).
3. — Candidatures à un organisme extraparlamentaire (p. 2524).
4. — Service public des télécommunications. — Adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 2524).
Discussion générale: MM. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce, chargé des P. T. T.; Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission des affaires économiques; Louis Perrein, René Martin, Yves Le Cozannet.
Clôture de la discussion générale.
Art. 1^{er} à 5. — Adoption (p. 2529).
Art. 6 (p. 2530).
Amendement n° 1 de la commission. — M. le rapporteur, le ministre, Louis Perrein. — Adoption.
Suppression de l'article.
Art. 7 (p. 2533).
Amendement n° 2 de la commission. — Adoption.
Adoption de l'article modifié.
Vote sur l'ensemble (p. 2533).
MM. Jean Colin, René Martin, Jacques Habert, Louis Perrein.
Adoption de l'ensemble du projet de loi.

5. — Nomination de membres d'une commission mixte paritaire (p. 2534).
6. — Nomination de représentants à un organisme extraparlamentaire (p. 2534).
7. — Dépôt d'un projet de loi (p. 2534).
8. — Transmission de projets de loi (p. 2534).
9. — Dépôt d'une proposition de loi (p. 2534).
10. — Dépôt de rapports (p. 2534).
11. — Dépôt d'un rapport d'information (p. 2535).
12. — Ordre du jour (p. 2535).

PRÉSIDENTE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures cinq.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance du mardi 2 octobre 1984 a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

— 2 —

DEMISSION ET REMPLACEMENT D'UN SENATEUR

M. le président. M. le président a reçu une lettre en date du 2 octobre 1984 par laquelle M. Raymond Dumont déclare se démettre de son mandat de sénateur du Pas-de-Calais à compter du 3 octobre 1984.

Acte est donné de cette démission.

J'informe le Sénat que, conformément à l'article L. O. 179 du code électoral, M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a fait connaître à M. le président du Sénat qu'en application de l'article L.O. 320 du code électoral M. Jean-Luc Bécart est appelé à remplacer, en qualité de sénateur du Pas-de-Calais, M. Raymond Dumont, démissionnaire de son mandat à compter du 3 octobre 1984.

— 3 —

**CANDIDATURES A UN ORGANISME
EXTRAPARLEMENTAIRE**

M. le président. Je rappelle que M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, a demandé au Sénat de procéder à la nomination de deux de ses membres en vue de le représenter au sein du conseil national de l'information statistique.

La commission des affaires économiques et du Plan a fait connaître à la présidence qu'elle propose la candidature de M. Raymond Brun en qualité de membre titulaire et de M. Georges Berchet en qualité de membre suppléant de cet organisme.

Ces candidatures ont été affichées.

Elles seront ratifiées s'il n'y a pas d'opposition à l'expiration d'un délai d'une heure, conformément à l'article 9 du règlement.

— 4 —

SERVICE PUBLIC DES TELECOMMUNICATIONS**Adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence.**

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au service public des télécommunications. [N^{os} 356 et 407 (1983-1984).]

J'informe le Sénat que la commission des affaires économiques et du Plan m'a fait connaître qu'elle a d'ores et déjà procédé à la désignation des candidats qu'elle présentera si le Gouvernement demande la réunion d'une commission mixte paritaire en vue de proposer un texte sur le projet de loi actuellement en discussion.

Ces candidatures ont été affichées pour permettre le respect du délai réglementaire.

La nomination des représentants du Sénat à la commission mixte paritaire pourrait ainsi avoir lieu aussitôt après le vote sur l'ensemble du projet de loi, si le Gouvernement formulait effectivement sa demande.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le ministre.

M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, le projet de loi qui vous est soumis a pour finalité de mettre le code des postes et télécommunications, dont les dispositions sont pour la plupart héritées du XIX^e siècle, en accord avec les aspirations des usagers, et c'est pour cette raison qu'il vise aussi à conforter le service public auquel ces usagers demeurent attachés, en tenant compte de l'imbrication croissante du domaine de la correspondance et de celui de la communication audiovisuelle.

Ce texte s'insère dans une politique d'ensemble, menée en concertation avec les associations d'usagers et de consommateurs. Les mesures qui en sont la concrétisation sont généralement fort bien accueillies, mais force est de constater que la sympathie qu'elles entraînent s'exprime beaucoup plus discrètement que les polémiques autour de la facture des télécommunications, et que l'opinion publique ne voit pas toujours le lien qui existe entre le développement des services les plus performants et l'amélioration des relations avec les usagers.

L'historien que j'ai été — et que je suis encore à mes heures — note que la France, longtemps privée de lignes ou de tonalité, a comblé en peu d'années le retard qu'elle avait pris en matière de télécommunications.

Les divers services qui sont proposés aux usagers, et en particulier le plus populaire d'entre eux, le téléphone, ont pris très rapidement une place considérable dans la vie quotidienne des Françaises et des Français, comme dans la réalité économique et industrielle de notre pays.

Les acquis de la civilisation des télécommunications apparaissent ainsi comme des biens récents et d'ailleurs fragiles; cela explique en partie aussi bien le grand intérêt suscité par les techniques d'avant-garde — qu'il s'agisse du câble ou du satellite Télécom 1 — qu'une vigilance volontiers portée à la dramatisation quant au fonctionnement et à la tarification de services moins « établis » que ne le sont, par exemple, les transports.

Cela expose le ministre et l'administration des P. T. T. à bien des attaques.

Toutefois, cette situation est à la fois salutaire — parce qu'elle est un aiguillon pour l'action — et exemplaire à cause de l'évolution rapide des produits et services dans les années à venir, à cause de l'effort national indispensable au développement des technologies nouvelles, à cause enfin de l'information et de la concertation qui doivent accompagner cet effort.

Pour illustrer ce propos, je rappellerai qu'au moment même où je prenais mes fonctions l'administration des P. T. T. devait faire face à une vague de défiance à l'égard de la sincérité des factures téléphoniques. A mon initiative, des groupes de travail ont été mis en place, auxquels des représentants des associations d'usagers et de consommateurs ont activement participé. Ainsi ont pu être préparées, puis mises en œuvre des dispositions qui ont permis un redressement sensible de la situation.

Dans un second temps, il a fallu faire face à une campagne presque d'affolement, qui laissait croire que nous nous apprêtions à taxer à la durée, c'est-à-dire toutes les trois minutes, les appels locaux, alors que la cadence prévue est de vingt minutes et ne concerne que la période qualifiée de « rouge ».

Enfin, l'augmentation récente de la taxe de base a suscité de nombreuses réactions, réactions que l'on peut comprendre car une augmentation n'est jamais agréable. J'ai pu, à plusieurs reprises, et notamment devant votre commission des finances, en exposer les causes, les finalités, la portée.

Je me bornerai aujourd'hui à rappeler — les comparaisons internationales le prouvent — que le téléphone n'est pas devenu pour autant un service de luxe et que le développement des télécommunications, dans leurs fonctions traditionnelles comme dans les services nouveaux, n'est nullement remis en cause quant à son expansion : les objectifs ambitieux que la charte de gestion des télécommunications fixe pour les années à venir seront tenus.

Les 16 millions de lignes principales qui étaient établies au début de 1981, soit environ 30 lignes pour 100 habitants ont été portées au début de 1984 à près de 21 millions de lignes, soit 37,6 pour 100 habitants; à la fin de 1986, 24 millions de lignes relieront plus de 43 p. 100 des habitants; à cette date, 94 p. 100 des ménages seront équipés.

De même, le parc relié à un central électronique est passé de 3 700 000 à la fin de 1981 à 8 700 000 au début de 1984, dont près de 5 millions en commutation temporelle : 50 p. 100 des lignes seront raccordées à un central de ce type en 1986. J'insiste sur ce point car ce pourcentage n'est approché dans aucun pays au monde, et de loin.

Ce n'est pas du reste le moindre argument commercial de nos industriels de pouvoir faire valoir, auprès des acheteurs étrangers, que les P. T. T. françaises font bénéficier, plus que toute autre administration ou service dans le monde, leurs propres abonnés des matériels les plus performants.

Par ailleurs, des produits diversifiés connaissent une expansion significative : ainsi les quelque 105 000 abonnés au télex au début de 1984 et les 20 000 télécopieurs rapides seront devenus, à la fin de 1986, respectivement 127 000 et 60 000. Dans le même temps, le nombre de minitels en service passera de 108 000 à 3 millions, et 2 millions de prises auront été commandées pour les réseaux câblés.

Cette expansion passée, présente et future est d'abord l'œuvre des agents des P. T. T., de leur effort remarquable de productivité, de leur ingéniosité et de leur savoir-faire, qu'ils soient chercheurs, techniciens, « commerciaux », ingénieurs, gestionnaires ou « lignards », et il est juste qu'hommage leur soit publiquement rendu.

Il convient du reste de ne pas considérer ce développement sous le seul angle quantitatif, d'autant que les usagers sont, à juste titre, exigeants à l'égard du service public.

La qualité de service paraît s'être améliorée sensiblement, puisque l'indice qui permet de la mesurer est passé de 73,9 en 1978 à 90,1 à la fin de 1983. Le délai moyen de raccordement, qui était encore supérieur à trois mois et demi en 1981, est d'à peine plus d'un mois en 1984, et une attention particulière est apportée à la résorption des délais d'instance les plus aberrants.

Vous me permettez de souhaiter que ni cette expansion des services des télécommunications ni le débat qui s'est ouvert autour de la récente hausse de la taxe de base ne viennent occulter la réalité d'un effort sans précédent d'amélioration de la qualité des rapports entre les usagers et le service public des télécommunications.

En premier lieu, les télécommunications — comme, plus généralement, les P.T.T. — ont multiplié les initiatives pour assurer une meilleure information des usagers. Cela concerne les produits nouveaux, comme la carte de crédit des télécommunications, le renvoi d'appel, la signalisation des appels en instance, la conférence à trois, sans parler des services spécifiques utilisés par les entreprises. Mais, plus généralement, la complexité de l'ensemble des services des télécommunications n'a pas été abolie par leur banalisation. Cela vaut aussi pour leur règles de tarification. C'est pourquoi un effort particulier a été accompli, depuis trois ans, pour que l'utilisateur ne soit pas désemparé ou induit en erreur : les pages bleues de l'annuaire ont été refondues, des brochures explicatives ont été éditées, la publicité a été utilisée plus intensément.

D'autre part, des moyens ont été mis à la disposition des usagers, qui leur permettent, s'ils le désirent, de mieux contrôler leur consommation téléphonique : la mise à disposition de compteurs individuels a été facilitée et la facturation détaillée a commencé d'être proposée aux abonnés volontaires reliés à certains types de centraux dont la gamme sera élargie. La qualité de la facturation téléphonique elle-même a été renforcée par toute une série de mesures techniques et administratives et le traitement des litiges a été rendu plus équitable et plus efficace par une circulaire du 7 avril 1983 qui préconise, notamment, des enquêtes approfondies et des réponses motivées. Ainsi a pu se développer de façon sensible un climat de confiance et le nombre des contestations de taxes a diminué de plus d'un quart. De même, une expérience tout à fait originale de commission mixte de conciliation se poursuit à la direction opérationnelle de Melun ; je pense qu'au vu de son bilan, qui doit m'être remis dans les jours à venir, il sera possible de prendre des décisions constructives.

Pour conduire cette politique, les P.T.T., dont les pouvoirs paraissent parfois trop étendus et auxquels on a pu faire grief de prétendre mieux connaître que les usagers eux-mêmes ce qui leur convenait, se sont efforcés d'agir en concertation avec les usagers. Au-delà même des séances du conseil supérieur des P.T.T., où un représentant des usagers siège aux côtés des élus — qui sont aussi leurs représentants naturels — de nombreuses initiatives locales et régionales ont été prises. Les associations d'usagers et de consommateurs ont activement participé aux groupes de travail sur les problèmes de la facturation. Une commission qui regroupe l'ensemble des associations membres du conseil national de la consommation et l'A.F.U.T.T. — l'association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications — a été constituée, en plus du groupe de travail des usagers des télécommunications, où siègent surtout les représentants des usagers professionnels. C'est au cours des premières réunions de cette commission qu'ont pu être examinés la modulation horaire des tarifs téléphoniques et plusieurs articles de la loi que je vous soumetts aujourd'hui, loi à la préparation de laquelle ma collègue le secrétaire d'Etat à la consommation a également participé.

Ce texte n'est donc que la partie législative d'une réforme plus vaste. Il est constitué de dispositions concrètes, qui peuvent paraître disjointes, mais qui reposent sur des principes cohérents.

Le premier principe est la volonté d'ouvrir de nouveaux droits aux usagers. Une lettre adressée à l'A.F.U.T.T. le 15 avril 1981 par M. François Mitterrand exprimait déjà que « la notion de service public devrait être introduite au niveau de la loi ». C'est dans cet esprit que nous proposons aujourd'hui d'introduire le droit de chacun à obtenir l'abonnement téléphonique, avancée considérable dans un code qui reposait sur le principe régalien de la mise à disposition des particuliers par l'Etat d'installations conçues pour ses propres besoins.

Cette réforme, rendue possible par un développement du réseau qui s'accompagne aujourd'hui de délais de raccordement plus que raisonnables, est riche de toutes les possibilités offertes par les services nouveaux auxquels le service téléphonique de base permet d'accéder.

De même, l'irresponsabilité de l'Etat, très critiquée — bien qu'on oublie trop souvent qu'elle ne concernait pas la facturation — fait place à une responsabilité pour faute lourde, conforme à la nature du service et à ses aléas, et du reste largement admise par la jurisprudence.

En matière de délais de prescription, les dispositions proposées visent à placer l'utilisateur sur un pied d'égalité avec l'administration, tandis que l'abrogation de l'article L. 38 consacre la neutralité du transporteur, sur laquelle peut s'établir la confiance des usagers et doit se fonder la démocratie.

François Mitterrand insistait sur « la distinction indispensable entre le monopole technique des télécommunications, qui doit être clairement limité au contenant, et le contenu de l'information, qui doit être indépendante et pluraliste ».

Le deuxième principe sur lequel est fondé le projet qui vous est proposé réside dans la volonté de mettre le service public en mesure de remplir toutes ses missions. Le temps n'est guère éloigné — l'expérience récente de Biarritz en est la préfiguration — où le même câble, la même fibre optique transporteront à la fois le son, les données, l'image, la correspondance comme la diffusion audiovisuelle, interactive ou non. C'est la raison pour laquelle la responsabilité de l'Etat est étendue à l'ensemble des messages transmis par le réseau — tel est l'objet de l'article 2. De même, l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle est introduit dans le code des postes et télécommunications, sans que le texte en soit modifié. L'article L. 39 réprimait la transmission illégale de signaux de télécommunications ; nous proposons d'y adjoindre l'établissement illégal d'une installation de télécommunications afin de protéger le service public contre les tentatives de constituer, sans autorisation, des réseaux parallèles qui se réserveraient le trafic le plus rentable, au détriment du petit usager, afin aussi de mieux protéger ce dernier contre les branchements clandestins.

Etendu, dans l'esprit du législateur, aux infractions à l'article 8 de la loi sur l'audiovisuel, cet article qui, conformément aux décisions du Gouvernement, conforte le monopole technique des P.T.T., ou plus précisément leur pouvoir d'autorisation — et cela seulement — est un texte de liberté. Il augmente le pouvoir d'appréciation des tribunaux et, en alignant les peines sur celles qui figurent dans l'article 97 de la loi sur l'audiovisuel, fait disparaître, sauf en cas de récidive, les lourdes peines de prison qui figuraient dans l'ancienne rédaction du code.

De même, le nouvel article sur l'élagage des arbres vise à assurer le bon fonctionnement du réseau, en respectant aussi bien les droits des propriétaires — ne serait-ce que par le maintien de l'ancien article L. 65 — que ceux des collectivités territoriales.

Vous me permettez, mesdames, messieurs les sénateurs, de terminer cet exposé en vous donnant trois assurances.

La première est que si ce projet de loi ne concerne que les télécommunications, il convient que la modernisation de la poste s'accompagne d'une révision des textes qui régissent les rapports qu'elle entretient avec les usagers : elle sera menée dans le même esprit, suivant la même procédure de concertation, elle s'inspirera de la même volonté.

Deuxièmement, le rééquilibrage des droits et obligations de l'administration et de l'utilisateur sera poursuivi. D'une part, plusieurs textes d'application pourront entrer en vigueur dans moins d'un an ; cela concerne les délais d'interruption de service ouvrant droit à indemnisation automatique — qui seront réduits de sept à quatre jours — la possibilité de suspendre l'abonnement à la demande du titulaire pour le prix d'une seule taxe de suspension — au lieu d'une taxe par bimestre — l'obligation d'informer l'abonné au moins dix-huit mois à l'avance de tout changement des conditions d'exploitation du réseau rendant nécessaire le changement de son installation, les liaisons spécialisées, dont les conditions d'attribution et de résiliation seront simplifiées. En matière de coupures de ligne, j'entends que les procédures soient clarifiées et humanisées et que des expériences soient engagées en ce sens dès la fin de cette année.

D'autre part, la concertation au niveau national avec les associations représentatives des usagers et consommateurs sera institutionnalisée avec au moins deux réunions par an.

De même, un groupe de travail spécial sur la résorption des points noirs de la qualité de service sera mis en place avant la fin de 1984. Enfin, une réflexion d'ensemble sur l'évolution de la structure tarifaire des télécommunications sera conduite au sein d'une instance associant experts et représentants des diverses catégories d'utilisateurs ; cette commission élaborera un livre blanc afin que puisse être engagé un processus d'adaptation à partir du second semestre de 1985.

Troisièmement, la codification de l'article 8 de la loi sur la communication audiovisuelle ne recèle aucune volonté de mainmise et de restriction : logique sur les plans technologique et juridique, cette proposition traduit au contraire une intention claire, qui préside à l'ensemble des décisions du Gouvernement dans ce domaine.

Parce que c'est le rôle du service public, nous avons voulu donner aux collectivités locales la possibilité de s'équiper, à leur initiative, des réseaux qui constitueront demain le principal véhicule de la culture et de la communication : je veux parler des réseaux de câble.

Cette possibilité, nos communautés urbaines, nos municipalités ne l'avaient pas. En vingt ans, une petite douzaine seulement, à la faveur d'opérations d'urbanisme, ou dans les régions frontalières, avaient obtenu, non sans difficulté, la réalisation d'un réseau de télédistribution. Deux ou trois seulement de ces opérations ont réussi à vivre, ou à survivre. Aucun projet incitatif, aucune politique de services, aucun dessein industriel, aucun débat même sur ce sujet pour aider les élus locaux !

Moins de deux ans après que nous ayons ouvert le dossier, défini les orientations et discuté les règles du jeu — c'était en novembre 1982 — voyez le chemin qui a été parcouru : des centaines de communes, toutes orientations politiques confondues, représentant près du quart de la population française, engagées dans la préparation de leur projet ; des réseaux susceptibles de raccorder des centaines de milliers d'abonnés, déjà en construction dans nos usines, la plus grande part dans la technologie d'avenir, celle des fibres optiques, que tous les pays adopteront demain et que notre industrie exportera, comme elle exporte aujourd'hui des centraux téléphoniques aussi bien que des avions de ligne.

Voilà, me semble-t-il, un bon exemple de ce que l'administration et les élus locaux peuvent, doivent entreprendre et réussir ensemble. Sur ce plan comme sur les autres, notre projet est sans autre pensée que celle de l'intérêt des usagers. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, ce projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, aurait dû être examiné par le Sénat au mois de juin.

Il s'inscrit dans une politique d'ensemble et vise à améliorer les rapports des consommateurs et des usagers avec l'administration des P. T. T.

Il aurait certainement été mieux reçu et mieux compris s'il n'avait pas été précédé ces dernières semaines par l'annonce de l'importante hausse des tarifs du téléphone, au sujet de laquelle vous avez été entendu, monsieur le ministre, par notre commission des finances à l'instigation de notre collègue M. François-Poncet.

Nous pouvons certainement constater aujourd'hui que les télécommunications se trouvent, à part cette malheureuse histoire de tarifs et de prélèvements répétés du Gouvernement, dans une situation satisfaisante, en ce qui concerne tant les performances que la qualité.

Tel n'est pas le cas des postes. J'ouvrirai à ce sujet une parenthèse. Les timbres à 2,10 F que je viens d'acheter dans un bureau de poste en son une preuve. En effet, leur qualité, monsieur le ministre, est comparable à celle des timbres-poste que l'on pouvait acheter dans des pays pauvres et sous-développés, voilà une dizaine d'années. Les perforations ne sont que partiellement réalisées et la colle est de très mauvaise qualité.

Mais revenons au projet de loi qui vise à conforter l'intégrité du service public dans un contexte international de déréglementation.

Il regroupe donc une série de dispositions variées répondant à cet objectif d'amélioration des rapports administration-usagers et de renforcement de la notion de service public des télécommunications.

Tout d'abord, il affirme le droit de toute personne à obtenir l'abonnement au téléphone.

Il supprime également les dispositions qui interdisaient jusqu'à présent aux usagers de mettre en cause la responsabilité de l'Etat en matière de télécommunications.

Il abroge tout contrôle sur le contenu des télégrammes, consacrant ainsi le principe de la neutralité du transporteur de l'information.

Il introduit de nouvelles dispositions dans le code des P. T. T. tendant à mieux définir les droits et obligations des propriétaires à propos de l'élagage des arbres nécessaire au fonctionnement du réseau.

Il fixe à un an le délai en matière de prescription des créances, tant pour l'administration que pour les usagers, alors que ceux-ci sont aujourd'hui placés dans une situation plus défavorable qui ne paraît pas justifiée.

Il codifie, dans le code des postes et télécommunications, l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, afin de permettre au juge de se référer au seul code des P. T. T. en cas d'infractions aux nouvelles règles.

Il prévoit enfin des dispositions pénales plus précises, sanctionnant l'installation illicite de matériels ou d'infrastructures de télécommunications ou de communication audiovisuelle.

Notre commission approuve les objectifs du projet de loi mis en avant par le Gouvernement dans l'exposé des motifs et les dispositions tendant à améliorer les relations entre l'administration des P. T. T. et les usagers, en développant les droits de ces derniers, et à « dépeussier » le code des postes et télécommunications, qui contient des dispositions héritées du XIX^e siècle.

Notre commission tient à attirer l'attention du Sénat sur le fait que ce texte technique et très anodin d'apparence contient en réalité des dispositions très dangereuses en ce qui concerne les installations de communication audiovisuelle, en particulier les réseaux câblés.

Les articles 6 et 7 du projet de loi, qui visent à faire entrer les réseaux câblés dans le champ d'application des P. T. T., confirment la tendance très nette de l'Etat français à « hyper-réguler » et à élargir le monopole de la direction générale des télécommunications, dans ce secteur, en déposant les collectivités locales qui ne sont sollicitées que pour le financement.

Notre commission ne peut donc accepter l'article 6, qui codifie l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982 dans le code des P. T. T., ni le troisième alinéa de l'article 7, qui en est le corollaire au plan des sanctions.

Elle considère que le dispositif proposé constitue une régression par rapport à la loi de 1982, qu'il situe la France à contre-courant de la plupart des pays occidentaux qui s'orientent vers une dérégulation souple et qu'il s'oppose au progrès nécessaire de la communication audiovisuelle.

Voilà, monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, ce que j'avais à vous dire très rapidement avant d'en venir au débat et à l'examen des articles. (*Applaudissements sur les travées de l'union centriste du R. P. R. et de l'U. R. E. I.*)

M. le président. La parole est à M. Perrein.

M. Louis Perrein. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, les prochains débats sur la loi de finances pour 1985 seront, j'en suis persuadé, l'occasion d'un large échange de vues sur le fonctionnement des P. T. T. ; cela est bien normal.

D'ores et déjà, je puis témoigner que le monde entier nous envie la qualité de notre réseau téléphonique. Les nouveaux produits de la télématique sont, il est vrai, souvent mieux connus et appréciés à l'étranger qu'en France. La mise sur orbite du satellite *Télécom 1* montre à l'évidence la maîtrise de nos ingénieurs tant dans la technique du lanceur que dans la fabrication et le montage des composants du satellite de communication.

Aujourd'hui, je me bornerai à analyser le projet de loi relatif au code des P. T. T.

Ce projet concrétise la légitime préoccupation des usagers des télécommunications de se trouver sur un pied d'égalité avec l'administration. Il concourt à l'amélioration des rapports entre les usagers et les P. T. T.

A l'évidence, il donne satisfaction aux syndicats d'usagers dans la mesure où il met fin au droit régalién de l'irresponsabilité de l'administration. Dorénavant, la responsabilité du service public pourra être mise en cause.

Ainsi, pour l'utilisateur est reconnu le droit d'accès au téléphone : le texte de loi précise en effet que le propriétaire ou son mandataire ne peuvent s'opposer à la demande d'installation formulée par « le locataire ou l'occupant de bonne foi ». Cette formule à l'évidence est plus précise et plus claire que celle « d'occupant régulier » que le texte initial mentionnait.

L'affirmation de ce droit d'accès au service public est une grande novation — il faut le souligner — du projet de loi, et prend pleinement son sens alors que les délais de raccordement sont plus raisonnables. Nous vous en donnons acte, monsieur le ministre. L'information des usagers, spécialement sur le coût du service public, devrait également être développée afin d'améliorer encore leurs relations avec l'administration.

La responsabilité de l'Etat pour faute lourde à raison des services de communication sur le réseau des télécommunications est également introduite pour renforcer la notion de service public. Il en sera de même pour les erreurs ou omissions touchant à la rédaction, à la distribution et à la transmission des listes d'abonnés. Ces dispositions ne manqueront pas d'avoir les effets les plus bénéfiques sur le comportement de l'administration dont la sensibilisation à sa mission de service public ne pourra qu'être renforcée.

Un grand principe est également affirmé : la neutralité du transporteur à l'égard du contenu des messages, puisque seront abrogées les dispositions traitant de la transmission des messages contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Il s'agit là d'une proposition de bon sens qui prend enfin en compte le caractère désuet et le plus souvent inopérant de la réglementation en vigueur. Le renforcement de la garantie de neutralité du transporteur est l'un des éléments essentiels susceptibles de clarifier la fonction de votre administration, monsieur le ministre, tout en assurant aux usagers la confiance indispensable dans une société où la communication est en pleine évolution.

L'équilibre entre l'Etat et les usagers est enfin rétabli, en ce qui concerne spécialement les délais de prescription en matière de créances relatives aux taxes et aux redevances des postes et télécommunications. Prenant en considération une proposition du médiateur, faite en 1983, qui suggérait cependant un délai inférieur, à savoir six mois, le texte uniformise à un an les délais de prescription applicables aux redevables et à l'Etat. Cela confirme tout à fait la volonté du Gouvernement, qui répond en cela à des revendications anciennes, d'améliorer de nouveau les relations entre l'administration et les usagers.

Pour assurer l'efficacité du service public, diverses dispositions sont proposées qui touchent notamment aux modalités d'élagage requises par l'installation ou l'entretien des lignes. Il importait, en effet, de mieux définir en la matière les droits et obligations des propriétaires.

Une formule souple est proposée, qui donne aux propriétaires riverains de la voie publique un délai de quinze jours, après mise en demeure, pour faire procéder aux travaux nécessaires. Ce délai me paraît raisonnable. Il allait de soi qu'un délai soit fixé au-delà duquel les opérations d'élagage seraient exécutées d'office par l'administration.

Notons également que, tirant les conséquences de la décentralisation, le projet de loi précise que les collectivités locales seront consultées si le domaine public concerné est de leur compétence.

Citons d'autres dispositions intéressantes du projet de loi pour renforcer l'efficacité du service public : l'introduction dans le code des P. T. T. de l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et l'extension de la responsabilité de l'Etat à l'ensemble des messages transmis par le réseau.

Mes chers collègues, vous me permettrez d'en rester là. Lors de la discussion des articles, je poserai des questions très précises et pertinentes, je l'espère, à notre rapporteur.

Le groupe socialiste votera donc ce projet de loi qui lui paraît extrêmement intéressant. Cependant, monsieur le ministre, permettez-moi de vous dire — je vous le rappellerai lors de la discussion du budget — qu'il faudrait peut-être aller un peu plus loin. (Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.)

M. le président. La parole est à M. René Martin.

M. René Martin. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le groupe communiste se félicite de voir venir aujourd'hui devant notre assemblée ce projet de loi qui aurait dû être discuté en juillet dernier si les grandes manœuvres d'été de la majorité sénatoriale n'avaient pas perturbé la marche normale de nos travaux.

Qui ne serait pas satisfait, monsieur le ministre, d'un tel texte ? Non seulement il dépoussiérera le vieux code des P.T.T., mais il comprendra des mesures qui devraient améliorer le contact entre l'utilisateur et l'administration et rendre cette dernière plus accessible au grand public.

Je soulignais dans mon intervention sur le budget pour 1984 qu'une grande majorité de Français était satisfaite du service des postes et de celui des télécommunications.

Je serais peut-être moins affirmatif aujourd'hui après les hausses récentes des tarifs.

Il est vrai — vous l'avez rappelé, monsieur le ministre — que des efforts très importants ont été consentis pour l'évolution du parc téléphonique : 7 millions de Français avaient le téléphone en 1975 ; 22 millions l'auront à la fin de l'année et 24 millions en 1986.

A cette date, 94 p. 100 de nos concitoyens auront cet outil de communication devenu indispensable. C'est pourquoi nous sommes totalement d'accord avec l'article 1^{er} du projet de loi, qui affirme le droit d'accès au téléphone pour tous et ne peut qu'inciter l'administration à mieux prendre en compte les besoins des usagers.

Mais les 94 p. 100 de Français qui auront le téléphone en useront-ils autant qu'aujourd'hui ? Ne risque-t-on pas de voir diminuer le nombre de communications si les tarifs continuent d'augmenter ? La dernière hausse a été très mal ressentie — vous l'avez tout à l'heure souligné, monsieur le ministre — d'autant plus qu'elle s'ajoutait à la hausse de l'essence au moment où l'on demande aux contribuables un effort de plus en plus important, où le pouvoir d'achat régresse, et au moment où le Gouvernement s'engage à réduire certains impôts.

La publicité télévisée pour le téléphone représente un pont qui relie peu à peu les usagers.

Ne soyez pas tenté, monsieur le ministre, d'augmenter le péage pour franchir ce pont, car il en serait comme des autoroutes que certains s'abstiennent de fréquenter ou quittent avant les péages.

Il faudrait peut-être également penser à ceux qui n'ont pas les moyens de se payer le téléphone. Je veux parler de certaines personnes âgées, des handicapés en particulier. Des mesures doivent être prises en leur faveur si l'on ne veut pas qu'ils figurent systématiquement parmi les 6 p. 100 qui n'auront jamais le téléphone. Nous attendons de vous, à ce sujet, des mesures concrètes en leur faveur.

Le groupe communiste est également totalement d'accord avec l'article 3, qui améliore les libertés publiques en neutralisant le transporteur, c'est-à-dire les P. T. T., et en supprimant le contrôle préalable des télégrammes. Beaucoup de Français ignorent sans doute encore aujourd'hui qu'on ne peut écrire n'importe quoi sur un télégramme, le receveur ayant le droit, pour un texte qu'il juge contraire « à l'ordre public et aux bonnes mœurs », de suspendre l'envoi et d'en saisir les autorités de tutelle, le ministre tranchant en dernier ressort. Rien d'étonnant quand on sait que ce texte date de 1850 et qu'il fut pris après les émeutes — et les massacres, hélas ! — de la rue Transnonain, le 13 août 1834.

Baucoup d'autres articles du code de la poste datent, d'ailleurs, de la généralisation du télégraphe Chappe en 1837.

Il était donc nécessaire d'actualiser les textes, de rendre l'administration responsable pour faute lourde et d'étendre cette responsabilité à la communication audiovisuelle. Le développement des nouvelles techniques, en particulier les moyens de diffusion par voie hertzienne, les services nouveaux offerts aux Français nécessitaient que ces textes fussent codifiés dans le nouveau code des P. T. T.

A partir du moment où la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle a été votée, il est normal que son article 8 figure dans le nouveau texte, puisqu'elle permettra au juge, en cas de conflit, de se référer à un texte intérieur aux P. T. T.

Nous ne pouvons donc pas suivre le rapporteur lorsque, comme on peut le lire dans le rapport, il estime que cet article est dirigiste, répressif et attentatoire aux libertés. Nous avons déjà entendu ces attaques à l'occasion de l'examen du projet de loi sur la presse. Nos censeurs s'insurgent contre le monopole de la D. G. T. — la direction générale des télécommunications — et voudraient voir confier au secteur privé toutes les infrastructures nécessaires à la réalisation du plan câble. Ce n'est donc pas étonnant si M. François d'Aubert, député U. D. F. de la Mayenne, a déclaré dimanche dernier à T. F. 1, dans l'émission *Midi-Pressé* : « Une des priorités est de dénationaliser la D. G. T. qui paralyse tout ».

Nous n'étonnerons personne en disant que, pour notre part, défenseurs acharnés du service public, nous trouvons que le monopole de la D. G. T. doit aller encore plus loin. La décision prise le 3 novembre 1982 d'équiper la France de réseaux câblés en fibres optiques est un choix historique et une chance pour doter notre pays d'une grande politique nationale de la communication. Nous avons acquis, dans le développement de la filière française opto-électronique, une avance technologique qu'il faut exploiter. C'est au service public, et à lui seul, d'en assurer la maîtrise.

Mais encore faut-il, monsieur le ministre — j'attends que vous répondiez à nos inquiétudes — lui en donner les moyens au niveau tant des effectifs que de la formation ou de la recherche.

On parle du développement des industries de pointe, telles que le téléphone, l'informatique, la productique, la connectique, toutes branches dans lesquelles des entreprises comme C. I. T. Alcatel, groupe nationalisé de la communication, sont à l'avant-garde, en préparant les outils du XXI^e siècle. Or, on veut supprimer 20 p. 100 des effectifs pour la totalité des vingt-cinq unités du groupe, soit 3 000 emplois.

Le développement des télécommunications ne doit pas être le générateur du naufrage des autres branches. C. I. T.-Alcatel a vu ses profits croître de 26 p. 100 sur l'excédent brut d'exploitation de 1983 ; une autre politique peut donc être pratiquée pour garder notre avance technologique et aller encore plus loin.

Malheureusement, d'autres chiffres s'ajoutent aux précédents et nous inquiètent : 1 000 suppressions d'emplois à la C. G. C. T. ; 1 500 chez Thomson ; 1 300 chez L. T. T., filiale d'Alcatel ; 41 à la Sogeborg, filiale ingénierie de la C. G. E. ; soit, au total, 8 000 suppressions d'emplois. Or certaines entreprises, au lieu de s'attaquer au marché français, s'aventurent — le mot n'est pas trop fort — aux U. S. A., qui constituent un marché plus qu'incertain.

Dois-je ajouter, monsieur le ministre, que votre projet de budget pour 1985, qui prévoit, lui aussi, 2 000 suppressions d'emplois, n'est pas fait pour nous rassurer sur l'avenir du service public ?

On licencie alors que, actuellement, 65 p. 100 des travaux de câblage sont déjà sous-traités. Au contraire, il faut accroître les effectifs si nous voulons garder le contrôle de l'avenir technologique et assurer sa mise en application.

Le centre national d'études des télécommunications a mis au point les techniques les plus avancées dans le réseau téléphonique — souvent le premier dans le monde — telles la numérisation de la transmission et l'électronisation de la commutation. Il doit mettre au point les spécifications techniques des futurs réseaux. Encore faut-il lui en donner les moyens, en particulier en renforçant ses effectifs.

Telles sont, monsieur le ministre, les remarques que je voulais présenter au nom du groupe communiste. Nous voterons le projet de loi tel qu'il nous a été transmis par l'Assemblée nationale et nous ne suivrons pas la majorité sénatoriale dans ses amendements tendant à supprimer l'article 6 et, par coordination, le deuxième alinéa de l'article 7. Mais j'espère que vous prendrez des engagements qui permettront au service public d'assurer totalement sa mission — nous sommes à la pointe de cette immense évolution technique — et que nous ne permettrons pas une privatisation, comme le voulaient ceux qui sont aujourd'hui dans l'opposition. (*Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Le Cozannet.

M. Yves Le Cozannet. Monsieur le ministre, je n'avais pas l'intention d'intervenir dans ce débat, mais vous comprendrez qu'étant un élu de l'Ouest — de la région lannionnaise — il était de mon devoir d'appeler votre attention, ainsi que vient de le faire M. Martin, sur les licenciements qui, dans notre région, sont annoncés dans le secteur de l'électronique.

Vous disiez tout à l'heure, monsieur le ministre, que l'expansion du secteur des P. T. T. — des télécommunications principalement — se maintenait. Or, des discussions que nous avons avec les directeurs d'entreprises nationalisées — C. I. T., Thomson et autres — il ressort plutôt que leur compétitivité se restreint, dans certains secteurs, jusqu'à 20 p. 100 par rapport à leurs concurrents étrangers. Cela ne va évidemment pas sans les inquiéter et sans nous inquiéter nous-mêmes, en raison des conséquences de cette situation sur le personnel.

Je souhaiterais, monsieur le ministre, que vous nous expliquiez — si ce n'est aujourd'hui, du moins par écrit — les raisons qui, à votre avis, provoquent ces vagues de licenciements qui toucheront, à terme, 1 600 employés à C. I. T.-Alcatel et 190 employés environ à Thomson, ce dans la région lannionnaise exclusivement — Guingamp, Lannion, Tréguier — et qui concerneront évidemment bien d'autres secteurs.

Je vous rappellerai — vous le savez d'ailleurs fort bien — que la région lannionnaise constitue un pôle principalement électronique, qui a été créé voilà une vingtaine d'années sous l'impulsion de M. Marzin. Pour une région excentrée comme la Bretagne, et notamment comme les Côtes-du-Nord, la disparition de 2 000 emplois sur 6 000 constituerait un problème difficile à surmonter. Ce serait du même ordre pratiquement que ce qui se passe dans l'industrie automobile. En effet, cette région, dans certains secteurs, ne dispose pas de possibilités de reconversion ; en outre, l'agriculture — cette région est également très rurale, très productrice de lait — est touchée d'une manière très forte en ce moment.

Nous pensons que nous pouvons encore développer le secteur du téléphone. Il n'a pas comblé tous ses handicaps par rapport à ce qu'il est dans les nations modernes et il peut se diversifier à travers bien d'autres orientations qui sont élaborées au C. N. E. T. à Lannion même — il y dispose, en effet, d'un centre — ainsi que dans la région parisienne.

Sans doute mon collègue Pierre Jagoret est-il intervenu auprès de vous pour essayer d'obtenir des réponses à ces problèmes délicats. Mais il était aussi de mon devoir — vous le comprendrez — de vous interroger à ce sujet.

Nous craignons, en effet, que ces entreprises ne s'en aillent soit dans le Nord, soit dans l'Est. Je ne peux rien affirmer à ce sujet, mais on en parle, et certaines antennes ont déjà été envoyées dans l'Est.

Nous reconnaissons que ces régions doivent surmonter des problèmes aussi aigus que les nôtres, mais il faut bien se rendre compte également que la région de l'Ouest-Bretagne connaît un taux de chômage important — 12 à 13 p. 100 — qui va d'ailleurs s'amplifier en raison des phénomènes que je signalais tout à l'heure.

Je vous rappelle également que la région lannionnaise était preneur d'un réseau câblé. Des transactions ont eu lieu avec votre ministère, mais, pour l'instant, elles n'ont pas abouti. Il s'agirait d'une solution mitoyenne qui, bien que faible, pourrait sans doute assurer le relais et donnerait un certain travail aux entreprises de câblage de la L. T. T., par exemple, qui se trouvent en difficulté.

Il est, à mon avis, du devoir du Gouvernement de réaliser, à travers les entreprises qu'il a nationalisées, ce que l'on appelle « l'aménagement du territoire ». Si, pour restructurer l'Est ou le Nord, qui ont connu des difficultés dans la métallurgie ou dans l'industrie charbonnière, on déstabilise la région Ouest, on ne fait pas de l'aménagement du territoire, bien au contraire. Vous serez sans doute d'accord avec moi, monsieur le ministre.

Je ne vous demande pas une réponse immédiate, car j'interviens *ex abrupto* ; mais je crois qu'il serait bon d'apporter certaines orientations de nature à soulager ces régions. En effet, celles-ci sont excentrées par rapport aux grandes régions du Rhône et du Rhin vers lesquelles on a tendance, bien souvent, à envoyer toutes les entreprises industrielles. (*Applaudissements.*)

M. Louis Mexandeau, ministre délégué. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Louis Mexandeau, ministre délégué. Monsieur le président, je répondrai aux intervenants sur les aspects « latéraux » par rapport au texte même du projet de loi — cela ne signifie pas qu'ils soient secondaires — en particulier en ce qui concerne les problèmes d'emploi qui ont été évoqués par les deux derniers intervenants, MM. René Martin et Le Cozannet.

Quelles sont les raisons des menaces qui pèsent sur l'emploi dans l'industrie du téléphone, menaces en vertu desquelles, voilà plusieurs mois, le Gouvernement a inscrit cette industrie sur la liste des secteurs sensibles ?

Vous allez penser, mesdames et messieurs les sénateurs, qu'il existe une contradiction entre le propos que je tenais tout à l'heure, qui était à la fois optimiste et dynamique quant à l'avenir des industries de télécommunication, et cette réalité — la menace sur l'emploi — vécue par plusieurs régions.

A mon avis, il n'y a pas de contradiction. Les seules solutions qui peuvent être apportées sont, d'abord, quantitatives. Les commandes publiques qui, vous le savez, constituent le principal débouché de ces industries, ont atteint des niveaux très élevés. Comme je le disais dans mon propos liminaire, les efforts d'investissements de la direction générale des télécommunications ne seront pas diminués. Ils restent intacts, d'une part, pour achever l'équipement téléphonique de notre pays, d'autre part, pour poursuivre deux grands programmes : le programme télématique, en cours de réalisation, et le programme dit du « plan câble ». Il convient également de mentionner des programmes moins importants : courrier électronique et carte à mémoire par exemple.

Nous poursuivons donc notre effort de façon dynamique avec des moyens qui, en francs constants, ne sont pas réduits par rapport à ce qu'ils étaient les années précédentes.

Pourtant, il faut bien savoir que les commandes baisseront progressivement dans certains secteurs. Je prends l'exemple du téléphone : 22 millions de lignes principales sont installées ; quand nous en serons à 24 millions, 94 p. 100 des ménages seront équipés. Comme nous ne pourrions pas atteindre les 100 p. 100 — pour des raisons qui tiennent plus à la psychologie qu'à la sociologie — il faut effectivement prévoir, sauf bien sûr à équiper systématiquement d'une seconde ligne tous les foyers déjà pourvus, que nous allons vers une diminution des commandes. Une relève, au moins partielle, existe : la télématique, le câble et le développement d'autres technologies.

La deuxième orientation, qui procède de la même réponse quantitative, est celle des exportations. Le Gouvernement a demandé aux entreprises de faire un effort considérable pour développer leurs exportations. Aidés par l'administration des P. T. T., qui leur apporte sa garantie, son ingénierie, ses actions de suivi et de maintenance, ces efforts sont réels. Sachez que, en 1983, dans cette branche, les exportations ont augmenté de 44 p. 100 par rapport à l'année 1982. Avouez que l'on peut difficilement faire mieux !

Une autre réponse existe : la diversification, pour employer un terme déjà utilisé. Il est vrai que, dans certains secteurs voisins des télécommunications, des aides peuvent être consenties — et nous le faisons, nous avons d'ailleurs à la direction des affaires industrielles du ministère des P. T. T. une cellule spécialisée dans l'aide aux P. M. I. et aux P. M. E. — à la fabrication de nouveaux matériels, notamment de matériels périphériques au minitel.

Aujourd'hui, dans nombre de régions, de petites, parfois de très petites entreprises, mais qui contribuent à répondre au problème de l'emploi, se créent. Malgré tout, nous sommes menacés par les licenciements. Il faut dire que les gains de productivité nous rattrapent et nous dépassent.

Voici des chiffres que je ne me lasserai pas de citer : pour construire des centraux téléphoniques, il fallait, en 1975, cent agents. Aujourd'hui, il n'en faut plus qu'une vingtaine et, en 1985, c'est-à-dire l'an prochain, il n'en faudra plus que seize.

Celui qui n'a pas vu dans les usines qui fabriquent aujourd'hui les centraux ces robots qui, en quelques secondes, par quelques rotations impriment les cartes qui sont glissées dans les baies de commutation, alors que, dans des locaux voisins, des centaines de femmes ou de jeunes filles continuent de travailler de façon traditionnelle, ne comprend pas à quel type de problème nous sommes aujourd'hui confrontés.

Le problème de la productivité est vraiment réel. Nous avons beau développer les exportations — et nous le faisons — maintenir les commandes publiques — et nous le faisons — aider à la diversification — et nous le faisons — nous n'arrivons pas à compenser les gains de productivité.

Toutefois, je voudrais dire que nous sommes attentifs à la situation des régions où sont localisées les principales industries du téléphone et de ses dérivés.

On a évoqué la situation du Trégor, de ce triangle que forment les villes de Lannion, Tréguier et Guingamp. C'est un pôle de préoccupation pour le ministère des P. T. T. qui n'a jamais cessé d'intervenir. L'administration des P. T. T. a agi un peu comme un arbitre au cours de réunions tripartites pour trouver des solutions qui ont permis de sauvegarder pendant un temps tous les emplois avec les trente-cinq heures — en effet, dans les industries du téléphone, les trente-cinq heures sont la règle — avec maintes à 90 p. 100, voire à 95 p. 100 du salaire et sans réduction des effectifs.

Aujourd'hui, c'est vrai, cela ne suffit plus, mais nous nous en occupons. Je suis moi-même un élu de l'Ouest, et je m'occupe jour après jour de ce problème. Vous l'avez rappelé, monsieur Le Cozannet, j'ai reçu, comme l'ont fait aussi Mme Cresson et M. Delebarre, des élus du département des Côtes-du-Nord : MM. Jagoret, Briand et Josselin. Croyez bien qu'à l'heure actuelle, une procédure, des rencontres sont en cours pour que nous limitions au minimum les conséquences de ces transformations techniques. J'ai d'ailleurs vu, voilà quelques heures, M. Pébereau qui est le président du groupe C. G. E. et donc aussi d'Alcatel-Thomson. Il est vrai que la situation de certaines branches — L. T. T. par exemple — est préoccupante, peut-être plus préoccupante même que nous ne le soupçonnions voilà quelques années.

Je peux vous assurer que nous sommes à la recherche de solutions. Une réunion plénière est prévue dès la semaine prochaine avec les représentants du ministère de l'Industrie et avec tous les intéressés, en vue de trouver des solutions, notamment dans la voie de la diversification.

Je peux également assurer M. René Martin et M. Le Cozannet qu'il ne saurait y avoir de déménagement. Il n'y a, dans cette affaire, ni concurrence, ni transfert d'activités vers la Lorraine, vers l'Est, même si la Lorraine exige une attention particulière de la part des pouvoirs publics. Les efforts du Gouvernement sont bien réels mais il n'est nullement question de transférer des activités existantes, en les enlevant, notamment aux régions de l'Ouest. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Il est inséré, dans le code des postes et télécommunications, un article L. 35-1 ainsi rédigé : « Art. L. 35-1. — Toute personne obtient, sur sa demande, l'abonnement au téléphone aux conditions prévues par le présent code.

« L'obtention de l'abonnement peut être subordonnée au paiement préalable à l'administration de la somme dont le demandeur serait redevable au titre d'autres abonnements souscrits auprès de l'administration des postes et télécommunications.

« Le propriétaire d'un immeuble ou son mandataire ne peuvent s'opposer à l'installation du téléphone demandée par son locataire ou occupant de bonne foi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Articles 2 à 5.

« Art. 2. — L'article L. 37 du code des postes et télécommunications est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 37. — La responsabilité de l'Etat peut être engagée à raison des services de communication sur le réseau des télécommunications en cas de faute lourde.

« Il en est de même en ce qui concerne les erreurs ou omissions qui pourraient se produire dans la rédaction, la distribution ou la transmission des listes d'abonnés. » — (*Adopté.*)

« Art. 3. — I. — L'article L. 38 du code des postes et télécommunications est abrogé.

« II. — A l'article L. 94 du même code, les mots : « sont soumises au contrôle prévu par l'article L. 38 sur la correspondance télégraphique privée » sont remplacés par les mots : « sont soumises au contrôle de l'Etat dans les conditions prévues au présent chapitre. » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — Il est inséré, dans le code des postes et télécommunications, un article L. 65-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 65-1. — Les propriétaires, fermiers, ou leurs représentants, riverains de la voie publique, sont tenus d'élaguer les plantations gênant la construction ou compromettant le fonctionnement des lignes de télécommunications empruntant le domaine public. Après mise en demeure d'effectuer les travaux adressée par le représentant de l'Etat dans le département, et à défaut de leur exécution dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours, les opérations d'élagage peuvent être exécutées d'office par l'administration, aux frais des propriétaires, fermiers, ou leurs représentants, riverains de la voie publique.

« Dans le cas où le domaine public emprunté par les lignes appartient à une collectivité publique autre que l'Etat, le représentant de l'Etat dans le département demande l'avis de cette collectivité un mois au moins avant de procéder à la mise en demeure. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les deux derniers alinéas de l'article L. 126 du code des postes et télécommunications sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La prescription est acquise au profit de l'Etat pour toutes demandes en restitution présentées après un délai d'un an à compter du jour du paiement.

« La prescription est acquise au profit du redevable pour les sommes que l'administration n'a pas réclamées dans un délai d'un an courant à compter de la date de leur exigibilité. » — (Adopté.)

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — Il est inséré, dans le code des postes et télécommunications, un article L. 34-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 34-1. — Ainsi qu'il est dit à l'article 8 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, l'Etat établit ou autorise les moyens de diffusion par voie hertzienne, ainsi que les infrastructures et installations de communication audiovisuelle qui empruntent le domaine public, ou qui, situées sur une propriété privée, sont collectives ou traversent une propriété tierce.

« Cette autorisation prévoit l'obligation d'un contrôle technique effectué par l'Etat ou pour son compte. »

Par amendement n° 1, M. Rausch, au nom de la commission, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Marie Rausch, rapporteur. L'article 6 a pour objet la codification, dans le code des postes et télécommunications, de l'article 8 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

Cet article 8 de la loi de 1982 est ainsi rédigé : « L'Etat établit ou autorise les moyens de diffusion par voie hertzienne, ainsi que les infrastructures et installations de communication audiovisuelle qui empruntent le domaine public, ou qui, situées sur une propriété privée, sont collectives ou traversent une propriété tierce. Cette autorisation prévoit l'obligation d'un contrôle technique effectué par l'Etat ou pour son compte. »

Cet article est introduit dans le code des P.T.T. sous la forme d'un article L. 34-1 qui complète le régime des autorisations existant en vertu des articles L. 33 et L. 34 du même code.

Selon l'article L. 33, « aucune installation de télécommunications ne peut être établie ou employée à la transmission de correspondances que par le ministre des postes et télécommunications ou avec son autorisation ».

Or, pour le Gouvernement, et c'est ce qui ressort de l'exposé des motifs du projet de loi : « ... les installations de communication audiovisuelle sont et seront de plus en plus des installations de télécommunications dont les fonctions pourront être multiples ». Pour le Gouvernement, l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982 s'applique donc à des installations de télécommunications : « ... il est rationnel de faire apparaître cette disposition comme article L. 34-1 dans le code des P.T.T., pour conserver à celui-ci son exhaustivité ».

Cette codification est également motivée, dans l'exposé des motifs, par l'absence de sanctions relevant du domaine des télécommunications, dans la loi de 1982 ; la réforme introduite par l'article 6 permettra au juge de se référer au seul code des postes et télécommunications en cas d'infraction aux nouvelles règles.

Cet article, sous couvert d'un simple aménagement technique, traduit en fait la volonté du Gouvernement d'accroître la mainmise de la direction générale des télécommunications — D.G.T. — sur les réseaux câblés, puisqu'il est affirmé clairement que les installations de communication audiovisuelle seront de plus en plus des installations de télécommunications. Combiné avec l'article 7, qui édicte de lourdes sanctions pénales, ce texte est dirigiste, répressif et contraire à l'esprit de la loi du 29 juillet 1982 qui posait comme principe la liberté sous réserve d'une autorisation et non pas l'interdiction et le monopole de l'Etat.

Il ressort, en effet, des travaux préparatoires et des débats parlementaires relatifs à l'article 8 de la loi de 1982 que si le domaine hertzien est un domaine public sur lequel l'Etat peut intervenir, cela n'exclut pas l'intervention « d'autres personnes » pour prendre en charge les équipements de diffusion, sous réserve d'une autorisation.

Or, le projet de loi donne à l'Etat, par l'intermédiaire de la D.G.T., un droit de contrôle exclusif sur l'installation de réseaux câblés, ce qui est rétrograde, tant du point de vue des libertés que du point de vue du progrès nécessaire à la communication audiovisuelle. En effet, cette démarche s'inscrit à contrecourant de toutes les démocraties industrielles qui se sont engagées dans la voie de la « dérégulation », admettant une certaine séparation entre télécommunications et audiovisuel. En France, au contraire, on assiste à une véritable annexion des installations de communication audiovisuelle par l'administration des P.T.T., au détriment des collectivités locales. Cet article 6, combiné avec le projet de loi relatif à l'exploitation des services locaux de radiotélévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé, fait bien apparaître la restriction que le Gouvernement tente d'apporter aux dispositions de la loi de juillet 1982, en retirant aux collectivités locales la possibilité de réaliser elles-mêmes des réseaux et d'être bénéficiaires d'autorisations.

La commission, affirmant son attachement à la loi de 1982 et notamment à son article premier qui pose le principe de la liberté de la communication audiovisuelle, refuse que celle-ci soit placée sous le contrôle exclusif de l'administration des P.T.T. Refusant le dispositif de verrouillage proposé, qui réserve à l'Etat la possibilité d'installer les réseaux en faisant participer les collectivités locales à leur seul financement, elle vous propose un amendement de suppression de l'article 6, qui n'a rien à voir avec les télécommunications.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Louis Mexandeau, ministre délégué. En France, c'est l'administration des P.T.T. qui installe le réseau téléphonique jusque dans le moindre village. L'usage du téléphone est libre et je crois qu'il le sera encore davantage à la suite du vote du projet de loi que vous examinez, puisqu'il n'y aura plus aucune restriction à l'installation même du téléphone.

Par ailleurs, nous n'avons jamais prétendu intervenir en matière de contenu. Notre démarche est donc cohérente s'agissant des câbles. Installer des câbles, en majorité suivant la technologie la plus avancée, ne signifie pas pour autant que nous voulions intervenir sur le contenu.

Se posent un problème de construction et un problème d'exploitation. Comme vous le savez, l'exploitation est prévue sous la forme de sociétés d'économie mixte, qui seront présidées par un élu local et dans lesquelles nous, administration des P.T.T., nous nous garderons d'intervenir. Si nous avons souhaité insérer ces articles dans le code des P.T.T., articles qui sont d'ailleurs conformes à la loi de 1982 sur la communication audiovisuelle, c'est parce que la volonté du législateur s'est une première fois exprimée ainsi : « Toute installation est soumise à autorisation. » C'est votre Haute Assemblée qui a elle-même rédigé et fait adopter le texte de l'article 8 de la loi sur la communication audiovisuelle avec, bien entendu, son corollaire selon lequel, si la loi n'est pas respectée, l'infraction doit être réprimée.

Il nous est apparu nécessaire que le code des P.T.T. prévoie les dispositions pénales annoncées ; c'est le sens du deuxième alinéa de l'article 7, que le Sénat ne peut pas supprimer sans vider de tout sens l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982, qui a été adopté, je le répète, dans la forme même retenue par le Sénat. Il y a donc une véritable concordance.

Nous aurions d'ailleurs pu rédiger notre texte de la façon suivante : « Est puni des mêmes peines quiconque établit sans l'autorisation prévue à l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982... » Cela nous ramènerait à la concordance dont je parlais à l'instant.

Si nous avons préféré codifier l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle sous la forme de l'article L. 34-1 du code des postes et télécommunications, c'est sur l'avis de la Chancellerie, qui, soucieuse du travail pratique des juristes et des tribunaux, souhaite que les articles de loi et leurs dispositions pénales figurent dans les mêmes documents, ce qui se comprend fort bien.

Je souhaite donc simplement que votre assemblée soit cohérente, notamment avec ses propres choix, et qu'elle rétablisse les deux articles que votre commission a supprimés.

M. Louis Perrein. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Perrein.

M. Louis Perrein. Monsieur le président, mes chers collègues, en vérité, il existe là une différence fondamentale de conception. En effet, comme le rappelait M. le ministre, le Sénat a accepté dans la loi du 29 juillet 1982 les dispositions de l'article 8. Au fond, l'article 6 de ce projet de loi ne fait que reprendre les dispositions de l'article 8.

Dans cette discussion, deux aspects doivent être bien distingués.

D'abord, l'aspect juridique. Je ne comprends pas la position de M. le rapporteur. En effet, codifier dans le code des postes et télécommunications ce qui existe dans une loi est tout à fait normal, comme vient d'ailleurs de le préciser M. le ministre ; de plus, c'est très cohérent avec la position prise par la Haute Assemblée.

Mais, en vérité, une différence de conception nous sépare, que M. Rausch a bien marquée par le mot « dérégulation ». Là est tout le problème. Jusqu'à maintenant, il était habituel et convenu par presque tout le monde, tout au moins par une grande majorité de parlementaires, de juristes et de citoyens, que le service public avait la responsabilité des réseaux et ce pour des raisons techniques.

Mes chers collègues, j'attire votre attention sur les difficultés qu'éprouve l'industrie de l'informatique du fait de la multiplicité des normes, qui fait que de nombreux systèmes sont incompatibles entre eux. Allons-nous, dans un réseau multiforme, comme le souhaite notre rapporteur, aboutir à ce qu'il y ait des réseaux privés non compatibles avec le réseau public ?

Que dit la loi ? Qu'il s'agit d'un contrôle technique et que l'administration des P. T. T. est habilitée à vérifier que les réseaux privés ou ceux qui empruntent une voie publique soient conformes au réseau public. Il est très important que nos collègues comprennent parfaitement les choses. Si, par malheur — ce ne serait pas un grand malheur, car, après tout, la loi passera ! — ...

M. Bernard Barbier et plusieurs membres de l'U. R. E. I. Ah !

M. Louis Perrein. ... si le Sénat se déjugait (*Mouvements divers.*)...

Mes chers collègues, je vous en prie. Nous avons largement participé à la discussion de cette loi du 29 juillet 1982. Tout a été dit...

Sur les travées de l'U. R. E. I. Alors...

M. Louis Perrein. ... et même bien dit, sur tous les bancs de cette assemblée d'ailleurs.

Nous devons actuellement être cohérents et annoncer très nettement la couleur. Il s'agit, comme l'a dit — et je l'en remercie — M. le rapporteur, de la dérégulation. Mais il n'est pas allé jusqu'au bout de sa pensée. En effet, que signifie le terme « dérégulation » dans la conception des Américains, des Anglais ou même d'ailleurs des Japonais ? Il signifie la privatisation du service public des télécommunications.

Soyons très clairs et allons jusqu'au bout de notre raisonnement. Ce texte est finalement — excusez-moi, monsieur le ministre — secondaire. Cette assertion ne semble peut-être pas tout à fait cohérente avec ce que j'ai dit tout à l'heure, à savoir qu'il était essentiel pour les rapports entre les usagers et l'administration, mais il est tout de même secondaire dans la mesure où le Gouvernement de la France veut doter ce pays d'un réseau câblé important qui soit comparable à celui que l'on trouve dans d'autres pays.

Monsieur le rapporteur, je souhaiterais que vous alliez jusqu'au bout de votre raisonnement en disant que votre argumentation est insuffisante et que, si vous avez déposé un amendement de suppression à l'article 6, c'est qu'en vérité vous

voulez revenir sur les dispositions qui figurent dans la loi du 29 juillet 1982 et qui donnent à l'Etat la responsabilité de la construction du réseau et du contrôle technique des réseaux privés connectés au réseau public. Il faudrait le dire très clairement.

Monsieur le rapporteur, je vous poserai une dernière question. Que signifie la suppression de cet article 6 ? Elle signifie que la loi du 29 juillet 1982 est néanmoins applicable et que c'est à l'Etat qu'il revient de l'appliquer, comme c'est précisé dans la loi.

Mais qu'est-ce que l'Etat ? Selon vous, ce seraient les collectivités locales. Or, les collectivités locales, que je sache, ce n'est pas l'Etat, même avec la loi de décentralisation ; l'Etat, ce sont les ministres chargés de faire appliquer les lois et, en l'occurrence, il s'agit bien du ministre chargé des postes et télécommunications.

Il est vrai — il ne faut pas le nier — qu'il existe un conflit entre deux philosophies du service public. Alors, reconnaissons-le et je souhaiterais que notre rapporteur le dise clairement.

M. Jean-Marie Rausch, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Marie Rausch, rapporteur. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je tiens à dire à notre ami M. Perrein que c'est volontairement que j'ai utilisé le terme « dérégulation ».

Je suis revenu ce matin même d'un voyage d'études aux Etats-Unis, que j'ai accompli avec un grand organisme officiel français. Pendant huit jours, nous avons étudié tous ces problèmes et nous avons vu tout ce qui était fait en matière de télécommunications aussi bien au M. I. T. à Boston que, plus particulièrement, à l'université Carnegie Mellon à Pittsburgh.

J'ai voulu étudier, avec un certain nombre de responsables de tous les partis politiques, comment on pouvait concevoir la reconversion d'une vieille région industrielle comme celle de Pittsburgh, qui est semblable à la Lorraine et dont M. Servan-Schreiber disait qu'elle était même bien plus affreuse que la Lorraine et le Nord réunis, ce qui n'était pas très flatteur pour la région dont je suis le président.

Nous avons étudié comment l'on pouvait créer un nouveau développement économique dans cette région. A la suite des rencontres que nous avons eues avec les universitaires d'abord, avec les industriels, avec les banquiers, avec tous ceux qui travaillent dans le domaine des technologies nouvelles, nous témoignons que, dans une région comme celle de Pittsburgh, le nombre d'emplois créés dans le secteur des technologies nouvelles égale presque le nombre d'emplois qui ont été supprimés dans la sidérurgie et dans les anciennes industries de base. Or, le mot qui est venu à l'esprit des Américains, dans la plupart des cas, était celui de « dérégulation ».

Tout à l'heure, monsieur le ministre, un certain nombre de nos collègues représentant la région de l'Ouest se sont plaints que vous supprimiez beaucoup d'emplois...

M. Louis Mexandeau, ministre délégué. Ce ne sont pas les P. T. T. qui les suppriment !

M. Jean-Marie Rausch, rapporteur. ... dans le secteur du téléphone. On en a déjà beaucoup supprimé dans l'ensemble des industries de base.

Aux Etats-Unis, on crée des emplois dans les télécommunications. C'est dans ce secteur que l'on crée actuellement la majorité des emplois — un sur deux environ — grâce à un système économique qui fonctionne d'une manière totalement libre. C'est la libre entreprise qui le permet.

La deuxième observation que je formulerai en réponse à notre collègue M. Perrein, c'est qu'à travers une réglementation trop monopolistique de la direction générale des télécommunications je crains que la France ne soit, dans quelques années, le pays le plus retardataire eu égard au nombre des foyers « câblés ». Il faut savoir qu'actuellement la Belgique est câblée à 80 p. 100 pour les grandes villes, que la ville de Metz, dont je suis maire, possède un réseau câblé, qui revient à 2 000 francs la prise, dont le coût de raccordement est de l'ordre de 300 francs et le coût de l'abonnement de 50 francs par mois, et que tout est réalisé par une société privée, qui verse en outre de l'argent à la ville, qui ne lui en demande même pas...

Quand on sait, monsieur le ministre, que votre budget doit faire face actuellement, tout d'abord, à des remboursements importants d'emprunts contractés à l'étranger — avec la récente hausse du dollar, cela doit faire des sommes considérables ! —

par ailleurs au plan télématique que vous êtes en train d'appliquer — vous nous avez cité tout à l'heure le nombre de Minitels que vous comptiez installer — qu'il doit faire face également au soutien du plan informatique — c'est, en effet, vous qui en avez la charge et qui devez le soutenir à travers un budget sur lequel l'Etat opère d'importantes ponctions — et qu'en outre vous voulez payer un réseau de câblage qui coûte à peu près dix fois plus cher que ce que l'on fait aujourd'hui, on peut se demander si vous réussirez.

Je ne dis pas, pour ma part, que la fibre optique soit un mauvais choix ; au contraire, je pense que ce sera certainement le meilleur dans dix ans. Mais, lorsque les membres du groupe « Informatique et télématique » du Sénat sont allés voir, début juillet — il y a deux mois — le réseau câblé de Biarritz, ils ont quand même été très surpris de constater que — cela a peut-être changé depuis — seules cinquante-six personnes étaient raccordées au visiophone et trente-quatre à la télé-distribution, dont sept seulement pouvaient recevoir deux programmes à la fois, c'est-à-dire en regarder un et, éventuellement, en enregistrer un autre sur un magnétoscope.

Nous avons voulu voir comment fonctionnait un grand hôtel de Biarritz comme l'Hôtel du Palais et nous avons vu que, pour qu'il puisse fonctionner, il devait être câblé totalement en coaxial.

Je crains donc qu'une solution monopolistique comme celle que l'on nous propose aujourd'hui ne permette pas ces véritables éclatements que nous avons connus dans d'autres pays.

Comme vous-même, cher monsieur Perrein, je souhaite que la France arrive à obtenir le même nombre de foyers câblés que celui que connaissent nos voisins.

Telle est la raison de ma position. (*Applaudissements sur les travées de l'union centriste, du R. P. R. et de l'U. R. E. I.*)

M. Louis Mexandeau, ministre délégué. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Louis Mexandeau, ministre délégué. Nous avons dépassé le simple terrain de la cohérence juridique ou même de la cohérence de vote entre les sénateurs de 1982 et ceux de 1984, qui sont pourtant les mêmes : un problème plus fondamental vient d'être posé, sous la forme d'une interrogation sur la dérégulation.

Ce qui est en cause aujourd'hui, je l'entends bien, c'est la capacité de l'Etat et des pouvoirs publics d'installer et de gérer des réseaux sans intervenir sur leur contenu, leur exploitation ou leur fonctionnement.

Si le débat est effectivement engagé, je dis très nettement que le Gouvernement est pour l'installation par les pouvoirs publics, singulièrement par les P. T. T., de réseaux de câbles suivant la technologie la plus avancée.

Bien que j'en aie entendu parler, je ne sais pas ce qui se passe précisément en Pennsylvanie et autour de l'université Carnegie Mellon de Pittsburgh dont vous avez parlé tout à l'heure. En revanche, je suis certain que les situations ne sont jamais les mêmes et qu'on ne peut pas les transposer.

Je suis également sûr qu'aucun appel lancé dans l'anarchie à des sociétés privées pour installer, de façon aussi massive et avec le même degré de qualité, de fiabilité, sous d'ailleurs des gouvernements différents, le service public du téléphone, n'aurait permis de réaliser ce que le service public a accompli pour le compte de la Nation tout entière. Cela est vrai, non seulement sur le plan quantitatif — aujourd'hui, par le nombre d'abonnés, nous avons rattrapé les premiers pays du monde, puisque 86 p. 100 des ménages sont raccordés au réseau téléphonique — mais également, je le répète, sur le plan qualitatif. En effet, nous avons, et de loin, le téléphone le plus moderne parce que le plus électronique, le plus numérisé du monde, et cela dans des proportions qui approcheront l'an prochain 50 p. 100 du réseau, alors que l'Allemagne n'en est qu'à quelques p. 100 et les Etats-Unis — que l'on nous cite comme exemple — à 10 p. 100.

Telle est la réalité. Ces réalisations ont été accomplies par le service public. Serait-il indigne, serait-il incapable, avec son organisation, avec sa rigueur de gestion, avec l'efficacité et la capacité de ses personnels, d'établir un réseau câblé en fibre optique en France, comme le Gouvernement l'a décidé en 1982 ?

Je regrette qu'il n'y ait pas davantage de foyers câblés en France. Mais en 1974, lorsque la question a été posée — la même que celle à laquelle nous avons répondu en 1982 — c'est une réponse négative qui a été apportée ; il a été décidé de ne pas

câbler. Nous, nous avons décidé de câbler la France et de choisir, dans la plus forte proportion possible, la technologie de demain.

Je sais bien que M. Rausch, de son point de vue, est peut-être un novateur. Il a employé hier la technologie coaxiale, qui avait sans doute sa noblesse et des avantages que je ne conteste pas. Mais je lui pose la question : si, aujourd'hui, il avait à câbler la ville de Metz, le ferait-il encore en coaxial ? Je ne suis pas sûr que sa réponse soit affirmative.

Aujourd'hui, il n'y a plus un marché que nous passions, pour la construction par exemple des grands câbles sous-marins, qui ne soit en fibre optique. J'ai signé le dernier grand contrat, ancienne technologie, pour le gigantesque câble sous-marin Singapour-Marseille, qui concerne vingt pays et vingt-deux administrations. Ce sera le dernier grand câble sous-marin de ce type. Quelques semaines après, je signais, pour la relation Portugal-France, un contrat en fibre optique et pour la participation française au T. A. T. 8, c'est-à-dire au huitième câble transatlantique entre les Etats-Unis et le continent européen, qui sera bien entendu en fibre optique. Telle est l'évolution.

Ainsi que nous sommes passés, pour le téléphone, de l'électromécanique à l'électronique, nous passons aujourd'hui, avec une grande rapidité, du coaxial au câble en fibre optique. Devons-nous lancer une industrie française, la faire monter en puissance dans une technologie dont nous savons que demain, dans dix ans, même dans cinq ans, elle sera totalement périmée ?

Des choix industriels sont à faire. Certes, il se peut que des sociétés étrangères soient non seulement aptes, mais aussi désireuses de venir installer en France à n'importe quel prix des réseaux de câbles que je qualifierais de disparates ; ce serait en quelque sorte pour se débarrasser de leurs stocks. Mais nous qui avons créé une industrie du téléphone pour répondre aux besoins de la France et demain exporter, nous n'allons pas développer une technique industrielle dépassée.

Voilà le choix. La relance économique des régions n'a rien à voir avec le fait qu'il y ait régulation ou dérégulation. La souplesse, l'invention, l'imagination, l'avance technique et la productivité peuvent fort bien — on l'a montré et prouvé — relever de l'intervention du secteur public et des pouvoirs publics. Si tel est le choix, je le dis, nous avons fait le nôtre : à d'autres peut-être de faire le leur ! Mais un jour le pays jugera et tranchera. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. Jean-Marie Rausch, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Marie Rausch, rapporteur. Monsieur le ministre, si je devais refaire un câblage aujourd'hui, je le referais certainement en coaxial. Je vais vous dire pourquoi.

Le Canada, les Etats-Unis continuent à câbler en coaxial, technique que l'on améliore constamment et grâce à laquelle on transporte actuellement une soixantaine, même une centaine de programmes de télévision, ce que l'on ne pouvait pas faire voilà quelques années. On travaille en même temps sur la fibre optique et un jour viendra où l'on substituera la fibre optique aux réseaux existants. Je crains — je le dis très honnêtement — qu'en faisant le pari que vous faites aujourd'hui, vous ne nous rameniez dans une situation que nous avons déjà connue par deux fois.

Voilà trente ou quarante ans, nous avons inventé, les premiers, le 819 lignes. Personne ne nous a suivis. Cela nous a valu, pendant vingt ans, d'avoir les postes de télévision en noir et blanc les plus chers du monde.

Nous avons inventé ensuite le procédé S. E. C. A. M. Peu de gens nous ont suivis. Certes, notre technologie était, dans les deux cas, la meilleure. On arrivera bientôt à des 1 100, 1 200 et peut-être même 2 000 lignes, ce qui prouve que nous avons raison à l'époque. Mais de ce fait, nous avons eu, pendant vingt ans, les postes de télévision en couleurs les plus chers du monde.

Je crains que notre réseau câblé ne soit aussi le plus cher du monde et que, par ce fait même, il y ait peu de Français dont les foyers soient câblés. Je crains également que votre budget — que vous défendez bien — ne vous donne pas les moyens d'atteindre les ratios de foyers câblés que connaîtront, d'ici à quelques années, tous nos voisins. Voilà mes craintes.

La France sera alors, avec une technologie parfaite, géniale, mais trop chère, le dernier pays à pouvoir capter les innombrables satellites qui tourneront dans notre ciel. A moins que ce ne soit un choix politique délibéré !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 6 est supprimé.

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — Les deux premiers alinéas de l'article L. 39 du code des postes et télécommunications sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Quiconque, sans l'autorisation prévue par les articles L. 33 et L. 34, établit ou emploie une installation de télécommunications, ou transmet des signaux d'un lieu à un autre à l'aide d'appareils de télécommunications, est puni d'une amende de 6 000 F à 500 000 F. En cas de récidive, l'auteur de l'infraction peut, en outre, être puni d'un emprisonnement d'une durée maximum de trois mois.

« Est puni des mêmes peines quiconque établit sans l'autorisation prévue à l'article L. 34-1 un moyen de diffusion par voie hertzienne, une infrastructure ou une installation de communication audiovisuelle.

« En cas de condamnation, le tribunal peut prononcer la confiscation des installations, appareils et moyens de transmission ou autoriser le ministre des postes et télécommunications à faire procéder à leur destruction. »

Par amendement n° 2, M. Rausch, au nom de la commission, propose de supprimer le troisième alinéa de cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Marie Rausch, rapporteur. C'est simplement un amendement de coordination avec l'amendement précédemment adopté, qui supprimait l'article 6.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Louis Mexandeau, ministre délégué. Le Gouvernement est pour le maintien intégral de l'article 7 et donc contre l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 2, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7, modifié.

(L'article 7 est adopté.)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à M. Jean Colin, pour explication de vote.

M. Jean Colin. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le groupe de l'union centriste, au nom duquel je m'exprime, votera le projet de loi tel qu'il vient d'être amendé par la suppression de l'article 6 et d'une partie de l'article 7.

Mes collègues et moi-même sommes, en effet, tout à fait favorables à l'ensemble de ces dispositions qui permettent d'améliorer les rapports entre l'administration des télécommunications et les usagers et aussi ouvrent des perspectives extrêmement encourageantes et novatrices pour l'avenir des télécommunications.

En revanche, nous ne pouvons manquer de souligner au passage que nous avons été tout à fait choqués par l'augmentation massive de 25 p. 100, en six mois, de la taxe du téléphone.

Nous rejoignons tout à fait le rapporteur en ce qui concerne l'impossibilité d'admettre une sorte d'extension du monopole de l'Etat aux nouvelles technologies en matière de communication audiovisuelle. Ce sont les raisons pour lesquelles nous avons voté la suppression de l'article 6.

Les observations de M. le rapporteur nous semblent parfaitement judicieuses. En effet, dans la perspective que nous avons, il faut bien se rendre compte — nous y reviendrons dans quelque temps au moment du débat budgétaire — que les perspectives financières du ministère des postes et télécommunications sont bien limitées, qu'elles nous donneront sans doute l'occasion d'exprimer quelques critiques et, par conséquent, qu'il est bien hasardeux de fonder tout l'avenir sur une possibilité de financement public qui n'interviendra certainement pas à la hauteur de ce que nous pourrions espérer.

De plus, le texte tel qu'il était présenté, avec l'article 6, portait une atteinte certaine à l'esprit de la décentralisation. En effet, l'Etat ne peut, à la fois, demander aux collectivités locales une participation importante — je crois que le problème des réseaux câblés ne pourra pas être réglé autrement — et conserver une sorte de monopole de contrôle pour le choix des techniques, pour la gestion du réseau et même, je pense, pour la gestion des programmes. Les élus locaux auraient certainement beaucoup plus de dynamisme dans leur conception et seraient davantage portés à aider cet effort nécessaire et exceptionnellement important si l'on pouvait les associer d'une manière beaucoup plus complète aux perspectives qui s'ouvrent.

Au moment où les collectivités locales ont à faire face à de multiples difficultés financières, je crains qu'elles n'hésitent à se lancer dans cette très grande aventure qui serait pourtant extrêmement bénéfique pour la France et que, de ce fait, l'avenir du plan câblé, tel qu'il est envisagé par le Gouvernement, ne se trouve largement compromis.

M. René Martin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. René Martin.

M. René Martin. Monsieur le président, j'avais annoncé, au cours de la discussion générale, que notre groupe voterait ce projet de loi. Il s'agissait, bien entendu, comme je l'avais précisé, du projet tel qu'il nous venait de l'Assemblée nationale. Le vote des deux amendements de la commission a totalement dénaturé ce texte. En conséquence, nous ne le voterons pas.

M. Jacques Habert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Habert.

M. Jacques Habert. Monsieur le président, monsieur le ministre, je voterai le texte tel qu'il sort des travaux du Sénat.

Contrairement à ce que vient de dire l'orateur précédent, je crois qu'il était important — et j'en remercie notre commission — que l'article 6 soit abrogé. Celui-ci prévoyait, en effet, l'introduction d'un véritable monopole et d'un contrôle accru de l'Etat sur l'audiovisuel, ce qui serait dangereux et risquerait de porter atteinte à certaines libertés essentielles.

J'ai, par ailleurs, été surpris d'entendre l'opinion exprimée par M. le ministre en comparant notre situation avec celle des Etats-Unis et du Canada. S'il y a quelque chose que l'on ne peut guère critiquer dans ces pays, c'est bien le domaine de l'audiovisuel et du téléphone. Quoi qu'en pense M. le ministre, le téléphone marche remarquablement bien aux Etats-Unis, et en tout cas, je suis navré de le dire, mieux qu'il ne marche chez nous encore aujourd'hui.

L'article 6 ayant été abrogé et les sanctions pénales très lourdes prévues à l'article 7 ayant été supprimées, nous sommes tout à fait d'accord pour voter le texte proposé par le Gouvernement, et modifié par les travaux de notre assemblée.

M. Louis Perrein. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Perrein.

M. Louis Perrein. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le groupe socialiste ne votera pas contre ce texte, car les articles adoptés par l'ensemble des membres de la Haute Assemblée comportent d'excellentes choses, et nous ne pouvons pas d'une chiquenaude écarter le fait que les usagers sont maintenant associés au contrôle de l'administration. Nous nous abstenons donc avec l'espoir que la commission mixte paritaire sera plus sage que la majorité du Sénat, car il s'agit bien, en l'occurrence, de sagesse.

Que deux conceptions tout à fait différentes existent dans cette assemblée, c'est le jeu de la démocratie et je l'admets tout à fait. Mais je souhaiterais que l'on ne biaise pas et je voudrais m'en expliquer en quelques mots.

J'entends dans cette assemblée parler de libre entreprise alors que pendant des années nous avons assisté à une bureaucratisation rampante qui a abouti à une certaine sclérose de l'administration. On vient maintenant nous dire qu'il y a trop d'Etat, que la liberté doit être totale; nous reprendrons cette discussion, mes chers collègues, car il se pose là un véritable problème. Prétendre que la libre entreprise résoud toutes les difficultés, c'est vraiment aller à l'encontre de la vérité.

Ceux qui ont les yeux fixés sur le Japon ou les Etats-Unis doivent aller jusqu'au bout de leur logique: à quel prix? Par ailleurs, êtes-vous certains, mes chers collègues, vous qui prônez la liberté totale, qu'il n'y a pas dans ces pays des contraintes rampantes qui favorisent la libre entreprise quand cela sert, ce qui est normal, mais qui, lorsque cela sert l'Etat, sont multipliées?

J'aimerais que nous parlions un jour de ce qui se passe véritablement au Japon, puisque vous êtes un certain nombre à vanter ce pays, à le citer en exemple. Or j'ai l'impression que vous le connaissez assez mal.

Je m'arrête là, monsieur le président, car si je continuais j'aborderais des sujets qui ne sont pas à l'ordre du jour. Donc, le groupe socialiste s'abstiendra et je souhaite vivement que la commission mixte paritaire revienne à de plus sages conceptions de la loi.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 5 —

NOMINATION DE MEMBRES D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE

M. le président. M. le président a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante:

Monsieur le président,

Conformément à l'article 45, alinéa 2, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public des télécommunications.

Je vous serais obligé de bien vouloir, en conséquence, inviter le Sénat à désigner ses représentants à cet organisme.

J'adresse ce jour à M. le président de l'Assemblée nationale une demande tendant aux mêmes fins.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Signé: Laurent Fabius.

Je rappelle au Sénat que la liste des candidats établie par la commission des affaires économiques et du Plan a été affichée conformément à l'article 12 du règlement.

Je n'ai reçu aucune opposition.

En conséquence, cette liste est ratifiée et je proclame représentants du Sénat à cette commission mixte paritaire:

Titulaires: MM. Jean-Marie Rausch, Charles Beaupetit, Henri Elby, Robert Laucournet, Yves Le Cozannet, René Martin et Alain Pluchet.

Suppléants: MM. Pierre Lacour, Philippe François, Henri Olivier, Mme Monique Midy, MM. Maurice Janetti, Pierre Jeanbrun et Michel Souplet.

— 6 —

NOMINATION DE REPRESENTANTS A UN ORGANISME EXTRAPARLEMENTAIRE

M. le président. Je rappelle que la commission des affaires économiques et du Plan a présenté deux candidatures pour un organisme extraparlamentaire.

La présidence n'a reçu aucune opposition dans le délai prévu par l'article 9 du règlement.

En conséquence, ces candidatures sont ratifiées et je proclame M. Raymond Brun membre titulaire et M. Georges Berchet membre suppléant du conseil national de l'information statistique.

— 7 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole et un échange de lettres).

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 12, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (Assentiment.)

— 8 —

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 10, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (Assentiment.)

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 13, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (Assentiment.)

— 9 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Paul Girod, une proposition de loi tendant à amener la cotisation de sécurité sociale des préretraités au niveau de celle des retraités.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 5, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des affaires sociales, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (Assentiment.)

— 10 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Marcel Rudloff un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 263, 1983-1984).

Le rapport sera imprimé sous le n° 4 et distribué.

J'ai reçu de M. Louis Longequeue un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble trois échanges de lettres) (n° 410, 1983-1984).

Le rapport sera imprimé sous le n° 6 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean-Pierre Bayle un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne relatif aux instituts français en Pologne et aux instituts polonais en France (n° 446, 1983-1984).

Le rapport sera imprimé sous le n° 7 et distribué.

J'ai reçu de M. Michel d'Allières un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention portant création d'une organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « Eumetsat » (ensemble deux annexes) (n° 411, 1983-1984).

Le rapport sera imprimé sous le n° 8 et distribué.

J'ai reçu de M. Michel Crucis un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'Autriche, additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (ensemble une annexe) (n° 370, 1983-1984).

Le rapport sera imprimé sous le n° 9 et distribué.

— 11 —

DEPOT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu de MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Bonifay, Louis Caiveau et André Jouany un rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 12 au 16 mars 1984, chargée d'étudier le système de santé et de prestations sociales ainsi que les problèmes liés à l'emploi en Grande-Bretagne.

Le rapport sera imprimé sous le n° 11 et distribué.

— 12 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au vendredi 5 octobre 1984, à quinze heures :

1. — Discussion des questions orales avec débat, jointes, suivantes :

I. — M. Louis Souvet interroge Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur sur la situation de l'activité nationale de construction et de vente des automobiles. Il demande au Gouvernement de lui faire connaître son analyse et ses projets en vue de remédier à la grave détérioration qu'a accusée en cette première partie de l'année 1984 l'industrie automobile française, en considérant qu'en juin, par exemple, le nombre d'immatriculations en général a chuté de 26 p. 100 et le nombre de voitures construites en France de 33 p. 100 par rapport au même mois de l'année précédente, que les demandes d'allègement d'effectifs chez Citroën n'ont pas trouvé d'aboutissement, que les mesures d'augmentation du prix du carburant ont encore affaibli le marché des véhicules. Il lui demande qu'enfin le Gouvernement s'apprête à porter à la connaissance du public les conclusions d'une étude (rapport Dalle) de diagnostic concernant l'ensemble de l'industrie automobile française. (n° 2)

II. — M. Michel Maurice-Bokanowski fait part à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur de sa préoccupation devant les échecs trop fréquents essuyés par les voitures de compétition construites par la régie Renault malgré les moyens financiers considérables dont elle dispose, alors que des marques étrangères souvent moins bien équipées que la Régie remportent des succès répétés en s'octroyant les concours de petits constructeurs, libres, indépendants, doués d'un réel esprit d'entreprise et d'innovation.

Aussi lui demande-t-il s'il ne lui paraît pas nécessaire de constituer dès à présent une équipe indépendante française susceptible de s'assurer la collaboration de l'ensemble des moyens techniques, financiers, publicitaires existant chez nous

en vue d'obtenir de meilleurs résultats que ceux d'aujourd'hui qui sont de nature à discréditer la bonne réputation de notre industrie automobile. (n° 7)

III. — M. Pierre-Christian Taittinger interroge Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur sur la situation et les perspectives de l'industrie française de l'automobile. (n° 12)

IV. — M. Pierre Vallon demande à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur de préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre tendant à assurer le devenir de l'industrie française de l'automobile. (n° 24)

V. — M. Guy Schmaus attire l'attention de Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur sur la fabrication par la société Fiat d'un nouveau moteur conçu en collaboration avec le groupe Peugeot S. A.

Le fruit de cette coopération franco-italienne ne devrait pas se faire au détriment de l'industrie automobile française, mais au contraire offrir une chance nouvelle pour Citroën et l'emploi. Aussi, les salariés, l'opinion publique s'interrogent sur le refus de Peugeot d'engager, lui aussi, la fabrication en France de ce petit moteur.

Il lui signale que la vocation motoriste des sites de Nanterre et de Levallois, menacés de fermeture, est propice au Fire 1 000. Sa fabrication assurerait des charges de travail à d'autres usines Citroën, telle la fonderie de Clichy.

Il souhaite savoir s'il ne lui paraît pas injustifié que le Gouvernement ait pu avaliser les licenciements chez Citroën, alors qu'il connaissait l'existence de ce moteur du « siècle », dont la paternité revient, pour une part, aux techniciens et ingénieurs du centre d'étude de la firme aux deux chevrons.

Ne convient-il pas en conséquence de remettre en cause les suppressions d'emplois chez Citroën ? Cela obligerait le groupe Peugeot à jouer la carte de la modernisation et de la relance de l'automobile en région parisienne.

Le Gouvernement se doit de donner son opinion eu égard aux enjeux pour l'emploi et l'avenir économique de la région d'Ile-de-France. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que P. S. A. engage d'urgence la fabrication de ce moteur si nécessaire à la reconquête du marché français et européen (n° 30).

VI. — M. Guy Schmaus demande à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur de lui apporter des précisions sur le centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile mis en place par son prédécesseur le 21 juin 1984. L'association créée à cet effet et officialisée le 13 juillet 1984 a-t-elle commencé à agir ? Y-a-t-il des premiers résultats ? Compte tenu de l'urgence à redresser la situation de l'industrie automobile, particulièrement en région parisienne, il souhaite connaître les objectifs de ce centre, ses moyens d'investigation et d'intervention, les critères retenus pour constituer le conseil d'administration ou, éventuellement, la personnalité des différents partenaires associés à sa gestion (n° 31).

2. — Réponse à la question orale, sans débat, suivante :

M. Michel Rufin demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelles mesures il envisage de prendre pour limiter la baisse des effectifs des élèves qui choisissent d'étudier la langue allemande dans le secondaire (n° 490).

Délai limite pour le dépôt des amendements à un projet de loi.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements au projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 263, 1983-1984), est fixé au lundi 8 octobre, à dix-sept heures.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures cinquante.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
ANDRÉ BOURGEOT.

Erratum

au compte rendu intégral de la séance du 11 septembre 1984.

ENTREPRISES DE PRESSE

Page 2503, 1^{re} colonne, dans le texte proposé par la commission spéciale pour la motion n° 1, dernier alinéa, 5^e ligne :

Au lieu de : « un peu long car il me faut entrer dans les détails — compte ration... »,

Lire : « (liberté de la presse) et 17 (droit de propriété) de la Déclaration... ».

Ordre de classement des orateurs pour le premier débat organisé par la conférence des présidents.

(Première session ordinaire de 1984-1985.)

TIRAGE AU SORT EFFECTUÉ LE 2 OCTOBRE 1984
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 29 bis DU RÈGLEMENT

Ordre au sein de chaque série.

1. Groupe de l'union des républicains et des indépendants.
2. Groupe du rassemblement pour la République
3. Groupe communiste.
4. Groupe de la gauche démocratique.
5. Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
6. Groupe socialiste.
7. Groupe de l'union centriste des démocrates de progrès.

Nomination de rapporteurs.

(Art. 19 du règlement.)

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

M. Louis Minetti a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 367 (1983-1984) de M. Jacques Delong tendant à promouvoir l'utilisation artisanale des fruits.

M. Georges Mouly a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 465 (1983-1984) de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative à la production laitière et à la lutte contre la faim dans le monde.

M. Bernard-Michel Hugo (Yvelines) a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 470 (1983-1984) de M. Charles Lederman et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de l'ordre des géomètres experts et à la création d'un organisme démocratique concernant la profession de géomètre-topographe.

M. Richard Pouille a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 477 (1983-1984) de MM. Claude Huriet, Roger Boileau, Richard Pouille et Hubert Martin tendant à prévoir une indemnisation immédiate des victimes de catastrophes naturelles.

**COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES**

M. Michel Alloncle a été nommé rapporteur du projet de loi n° 467 (1983-1984), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe).

M. Pierre Matraja a été nommé rapporteur du projet de loi n° 471 (1983-1984) autorisant l'approbation d'une convention d'assistance mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis du Mexique visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays.

M. Gérard Gaud a été nommé rapporteur du projet de loi n° 489 (1983-1984) autorisant l'approbation d'une convention relative à la reconnaissance volontaire des enfants nés hors mariage.

M. André Bettencourt a été nommé rapporteur du projet de loi n° 512 (1983-1984) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe et un échange de lettres).

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

M. Claude Huriet a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 464 (1983-1984) de M. Chauvin portant création d'un fonds pour la survie et le développement.

M. Jean Cauchon a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 496 (1983-1984) de M. Cluzel tendant à compléter l'article L. 253 du code de la sécurité sociale et visant à maintenir le droit à l'assurance maladie, maternité ou décès pour certaines catégories de femmes.

M. Jean Madelain a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 497 (1983-1984) de MM. Rausch, Edouard Le Jeune et Pierre Vallon.

**COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LÉGISLATION,
DU SUFFRAGE UNIVERSEL, DU RÈGLEMENT ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

M. Lederman a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 390 (rectifié) (1983-1984) tendant à maintenir, sans limitation de durée, les délais prévus par la loi n° 82-1173 du 21 décembre 1982 en matière de postulation dans la région parisienne.

Organisme extraparlamentaire.

Dans sa séance du 4 octobre 1984, le Sénat a nommé M. Raymond Brun en qualité de membre titulaire et M. Georges Berchet en qualité de membre suppléant du conseil national de l'information statistique (décret n° 84-628 du 17 juillet 1984).

Démission d'un sénateur.

Dans sa séance du jeudi 4 octobre 1984, le Sénat a pris acte de la démission, à compter du 3 octobre 1984, de M. Raymond Dumont, sénateur du Pas-de-Calais.

Remplacement d'un sénateur.

Conformément à l'article L.O. 179 du code électoral, M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a fait connaître à M. le président du Sénat qu'en application de l'article L.O. 320 du code électoral M. Jean-Luc Bécart est appelé à remplacer en qualité de sénateur du Pas-de-Calais, M. Raymond Dumont, démissionnaire de son mandat à compter du 3 octobre 1984.

Modifications aux listes des membres des groupes.**GROUPE COMMUNISTE**

(22 membres au lieu de 23.)

Supprimer le nom de M. Raymond Dumont.

GROUPE DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE

(25 membres au lieu de 24.)

Ajouter le nom de M. Pierre Jeambrun.

SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE

(20.)

Ajouter le nom de M. Jean-Luc Bécart.

Supprimer le nom de M. Pierre Jeambrun.